JEAN-YVES DELAUNE : Y'A DU DÉPÔT DANS SON BILAN P. 6

2€

Nantes accueille la France la plus sexy

P. 2

la lettre à LULU

Le poisson ne se sent pas pisser — Irrégulomadaire satirique n°49 - Été 2005

Hère aime quoi
Mareschal nettoie les Rmistes au karcher

Sous le titre *«Nous ne sommes pas des tortionnaires»*, le quotidien *20 minutes** interroge le président du Conseil général après une commission d'attribution du RMI, perturbée par des militantes et militants d'Agir contre le chômage ! qui reproche à ces commission d'être des tribunaux sociaux radiant de plus en plus de Rmistes.
4 100 personnes ont vu leurs droits suspendus en 2004. Les mots ont leur importance. Le titre : *«Le président du Conseil général revient sur les actions perpétrées par AC !»*. Hola ! *«Perpétrer»*, c'est *«commettre un acte criminel»*, renseignent les dictionnaires. Avec un titre comme ça, la cause est entendue : ça relève du bagne. La réponse de Patrick Mareschal est tout aussi tranchante : *«Ce sont des méthodes de fascistes»*. Carrément. Puis ses propos reprennent les accusations classiques du moment. Sur ceux et celles qui ont été radiés du RMI, et qui, selon lui, n'auraient pas protesté : *«Ils ne se sentaient peut-être pas en droit de toucher le RMI...»* Trop payés ! Espèces de fainéants. Footballeurs ! Golden parachutistes !
Le président socialiste du Département assume donc les insinuations selon lesquelles une part des Rmistes est d'emblée suspecte, bataillons de fraudeurs et d'assistés illégitimes. C'est comme ça que la société du contrôle des pauvres trouve ses arguments. Le président du Département se dit *«exigeant avec les jeunes de 30 ans, en bonne santé et titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur. Il faut qu'ils se bougent.»* Ajoutant que cette exigence ne vise pas *«l'économie de quatre sous»*. Il s'agirait plus *«d'équité envers les gens qui font l'effort de se lever à 5 h du matin pour aller égorger des poulets. Ils touchent pourtant à peine plus que le revenu minimum d'insertion.»* Une jolie formule à la Sarko pour opposer les travailleurs pauvres en culpabilisant les Rmistes. Les immobiles contre ceux qui se bougent. Les misérables contre les miséreux. Les moins que rien contre les pas grand chose. Il est au parti sociaquoi, déjà, Mareschal ?
On n'attend plus qu'une chose, qu'il abaisse le seuil minimum de l'IPF. L'Impôt sur la petite fortune, quoi.

** 20 minutes, le 26 avril 2005*

Trouillomètre à multiples zéros

L'EFFET PARANO BIZNESS

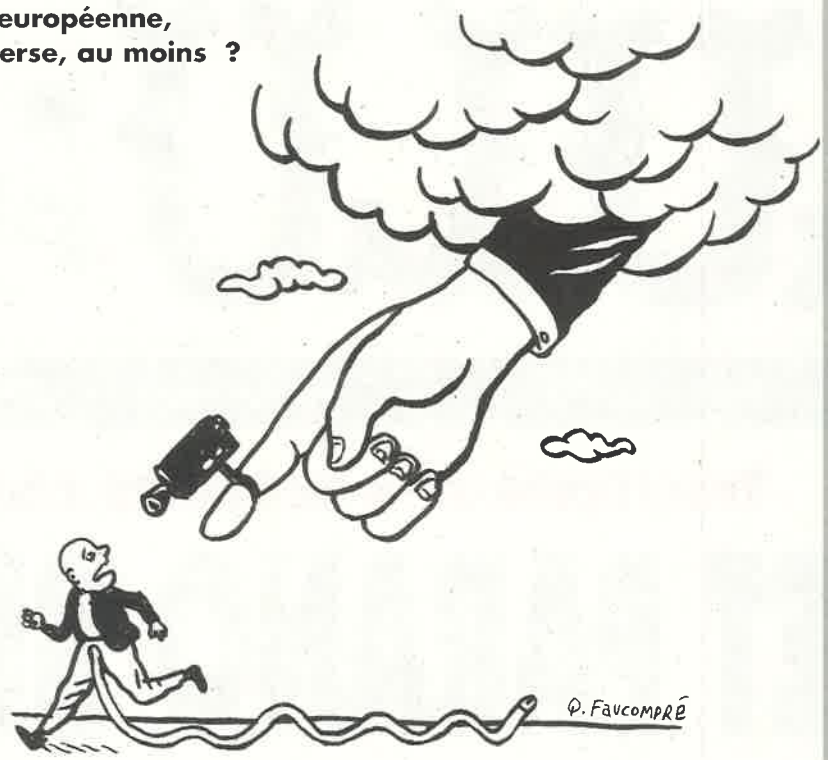
Plus ça craint, plus ça gagne. À qui profite la panique obligatoire et généralisée ? Institutions publiques et boîtes privées ont fait de la peur et du flicage un fonds de commerce, un pan de l'économie locale.

Il est temps de les organiser en pôles d'excellence, et de les regrouper en un paranopôle nantais. Le flicage et le fichage, les contrôles aux coins des rues, tout ce nouvel art de vivre devra à Nantes une part de son essor.

Barbebleuisme

Nantes de plus en plus sexy

Centre de l'interconnection européenne, c'est pas une pratique perverse, au moins ?



Ce genre d'info pourrait plomber les palmarès de Nantes au top des villes où il fait bon vivre. Nantes accueille pourtant tous les délinquants de France et de Navarre. À Doulon, le siège du casier judiciaire national compile déjà les pedigrees de tous les bandits et voyous condamnés par les tribunaux. Depuis le 1er juillet 2005, les mêmes locaux abritent aussi le fichier des délinquants sexuels, qui *«permettra de localiser ces personnes à leur sortie de prison»*. Cette mesure répressive fait donc de Nantes une capitale européenne. Un «capitalisme» pas facile à revendiquer.
Lulu suggère de baptiser ce fichier «Gilles de Rais», en hommage à notre serial sexual killer local. Le peuple adore les faits divers. Le fichier français des condamnés sexuels sera interconnecté avec ses homologues allemands, espagnols et belges. Le peuple adore l'Europe.

Surveiller et bannir

Pourtant cette «avancée» peut poser quelques questions embarrassantes, si on compare avec le système répressif américain. Le sociologue Loïc Wacquant a consacré un livre* à ce parallèle entre modèle yankee et suivisme français. Un chapitre s'attache à la dérive répressive envers les délinquants sexuels condamnés par les états américains. Le principe ? Quasiment celui d'une double peine, ouvrant à la mise à l'écart perpétuelle. En Californie, tout délinquant sexuel libéré est tenu de pointer au commissariat de son quartier, sous peine de retourner en taule. Si jamais ce manquement à cette contrainte constituait sa troisième condamnation au pénal, c'est perpète direct, en vertu de la loi *«Three strikes and you're out»* qui envoie définitivement au trou à la troisième inscription au casier. Dans certains états, *«two strikes»* suffisent.
L'Europe est bien préparée. Affaire Dutroux, Outreau, Angers : l'opinion a été focalisée facilement sur les crimes perpétrés contre des enfants grâce à une surenchère médiatique qui joue sur l'émotion de l'insoutenable. Aux USA, ce mouvement a été aussi efficace. Du coup, *«la surveillance punitive de cette catégorie de condamnés, et par effet de halo, de tous les prisonniers tombés pour affaire de mœurs aussi bénigne soit-elle, s'est intensifiée et resserrée au point qu'ils sont maintenant considérés, non plus comme des désaxés susceptibles d'une action thérapeutique, mais comme des déviants incurables qui posent un danger criminel ad aeternitum, quel que soient leur statut judiciaire, leurs antécédents sociaux, leur trajectoire de réinsertion et leur comportement post pénal»*, écrit Loïc Wacquant.

Big brother collectif

Contre ces irrécupérables, le déchaînement répressif pourrait bien être exporté au dessus de l'Atlantique, comme bien d'autres mesures de punition sociale copiées en France. Aux Etats-Unis, le must, c'est l'obligation, pour un ancien «sex offender» de notifier publiquement sa condamnation après sa libération. La liste des délinquants sexuels est dans les halls des mairies et commissariats. Et dans certaines villes, les voisins d'un «sex offender» libéré sont avertis personnellement de son arrivée, de son nom et de son adresse. Super pour se racheter une conduite, quand le voisinage est transformé en auxiliaire de la pénitentiaire. Parfois, l'ancien détenu doit faire passer une annonce dans la presse pour informer de son installation et de son pedigree. Il peut être marqué par un autocollant sur le pare choc de sa voiture, être contraint de porter un vêtement spécial. En Floride, c'est via un site internet gratuit et un numéro vert que ces listes sont disponibles au public. Nom, adresse, photo, casier judiciaire, circonstances des crimes. Depuis 1997, une banque de données informatisée est aussi consultable par tout citoyen, employeur ou institution sur cédérom, pour 35 dollars. Big Brother est voisin de palier. En Californie, tracts, affichettes, conférences de presse (et passage des photos par les télés et la presse locales) et réunions de quartiers divulguent l'actualité de ces mouvements d'ex-détenus. À Los Angeles, la police prévient les parages en faisant du porte-à-porte. Outre les commissariats et bibliothèques publiques, le fichier est accessible dans des foires annuelles de comtés qui organisent ainsi l'«outing» des condamnés pour mœurs. Au milieu d'autres attractions foraines de tir à la carabine et de stand du terroir, raconte Loïc Wacquant, on fait la queue pour taper son code postal et rechercher où nichent près de chez soi les «sex offenders».

En rupture de banque de données

Le pire de l'horreur, c'est que ces informations sont souvent erronées, signale le sociologue : *«dans nombre de districts, plus de la moitié des adresses portées dans le registre des condamnés pour mœurs son incorrectes (les intéressés sont décédés, ont déménagé ou sont à nouveau incarcérés). Pire, l'administration judiciaire du Michigan a reconnu devant les tribunaux que 20 à 40% des noms et adresses figurant sur sa banque de données étaient incorrects»*. D'autant que les infractions peuvent remonter jusqu'en 1944. Certaines ne sont même plus sanctionnées par la loi, comme les rapports homosexuels entre adultes consentants, qui sont quand même *«toujours enregistrés sous le même code que l'abus sexuel d'un enfant»*. Un responsable de la police d'État de l'Illinois s'enorgueillit même d'avoir enregistré sur ces fichiers un homme dans le coma et un quadriplégique, preuve pour lui que le programme a été *«agressif»*.

Génétics nerveux

L'ADN à la chaîne, invention nantaise

Leader sur le marché du flicage, le laboratoire nantais IGNA a sorti les analyses ADN du stade manuel. Le tri des chromosomes louches passe à l'industrie.

L'Institut génétique Nantes Atlantique (IGNA) a été lancé en juin 2003 avec un plan marketing simple, sur le marché en plein boum des analyses d'ADN : développer une offre privée, en concurrence ouverte avec les labos publics, débordés par les prélèvements chargés d'alimenter le FNAEG, le fichier national automatisé des empreintes génétiques*. Les prisons ont été les premières à pourvoir, de force, ce fichier. *«Avec le fichage ADN, on tire un trait sur la réinsertion des détenus»*, dit pourtant Evelyne Sire-Marin du Syndicat de la magistrature, dénonçant une société de stigmatisation. Pas le problème du PDG du labo nantais. Sa méthode : faire baisser les coûts et pratiquer les prix les plus bas du marché, en industrialisant le process d'analyse de ces empreintes génétiques. Il faut donc robotiser, informatiser, semi automatiser le traitement, pour effectuer les tests pour la police et la gendarmerie. Les affaires judiciaires, les recherches en paternité, tout est bon à prendre pour le conquérant Jean-Paul Moisan, ancien chef du service de génétique du CHU de Nantes, et membre actif de l'Institut de Locarn. Promu biznessman de l'ADN en embarquant toutes les têtes de son service, il est très fier d'avoir été *«le premier service de CHU français à collaborer avec la police judiciaire et les magistrats, en 1988»*. Il n'a donc pas collaboré avec les labos des bandits, voyous, apaches et malandrins. Un type bien, le prof.**

**** Au départ destiné à prévenir les récidives en matière de violences sexuelles, le Fnaeg a été progressivement étendu aux «actes de barbarie et de terrorisme» puis, depuis mars 2003 et la Loi sur la sécurité intérieure de Sarkozy, à «la quasi-totalité des crimes et délits d'atteinte aux personnes et aux biens». Le moindre condamné pour simple vol ou dégradation, mais aussi le banal suspect peuvent y passer. Après la destruction de champs d'OGM en Maine-et-Loire en septembre 2000, une recherche ADN avait été lancée à partir de gouttes de sang retrouvées sur le champ.***

***** Le Point n°1605, 20 juin 2003.***

Sur ses gardes

Sécu et chemises

La métropole Nantes Saint-Nazaire peut s'enorgueillir d'autres fleurons du bizness sécuritaire. La société de surveillance Sécurifrance aligne 79,8 M€ de chiffre d'affaires en 2004, en progression de 9,4 %. Elle a peut-être son siège administratif à Saint-Nazaire, elle aligne quand même en 2005 une armée de 4 500 salariés, vigiles, pitbulls humains et matons privés. Ancien patron du GIGN, Philippe Legorjus a créé à Nantes en 1995 Atlantic intelligence, l'entreprise de «veille économique», formule pudique pour dire contre-espionnage des entreprises. Mais ils font tout là-dedans : gestion de crise dans tous pays (évacuation de ressortissants, appui aux expatriés), recherche d'informations, lobbying et surtout *«ingénierie de sécurité»* en matière de *«vol, attentat, sabotage, intrusion, détournement d'information, virus informatique, kidnapping, piraterie, espionnage, etc.»*. Vous imaginez un peu ce que laisse imaginer ce *«etc.»*. La boîte a recruté un ancien des RG de Guyane pour s'implanter dans les Caraïbes. Attention, c'est du sérieux. Son machin est coté en bourse.

Les résultats ? Assez efficaces, puisque ces anciens condamnés qui ont purgé leur peine sont harcelés, mis à l'index, pétitions exigeant leur bannissement de la ville, les obligeant à démissionner du travail qu'ils ont pu retrouver, à déménager, les réduisant à une *«errance forcée sous la pression haineuse des habitants du cru. Tous ces procédés et la ruée panique vers ces registres attisent la parano irraisonnée des agressions sexuelles ouvrant la voie un «cyber safari des pervers»*. Les bavures commencent à s'accumuler, suicides, maisons incendiées, coups de feu contre les fenêtres, voitures détruites par attentat à la bombe.
Les modèles mis en œuvre aux Etats-Unis tentent nos gouvernants au détriment de la prévention, des soins psychothérapeutiques et de la réinsertion.
La France se met au fichage. Un travail de fourmi qui avance à pas de géants.

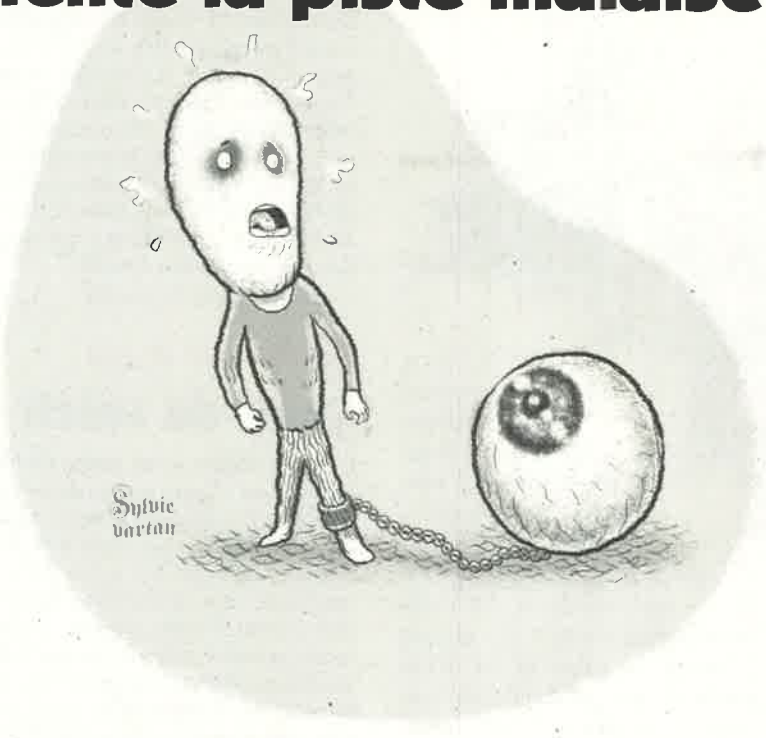
Ricky Soffredo

* *«Punir les pauvres, le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale», Loïc Wacquant, éd. Agone.*

INESpérée

Nantes alimente la piste malaise

Le sous-traitant du ministère de l'Intérieur a déjà kualalumpirisé allègrement la biométrie. Les Français n'ont qu'à bien se tenir.



Après le Petit Lu et la sardine en boîte, Nantes a enfin des fleurons plus modernes. Société spécialisée dans la biométrie, Caméon vient de réaliser pour le ministère de l'Intérieur une étude de faisabilité d'un boîtier mobile permettant de contrôler l'identité biométrique de tout citoyen à faciès louche. Le tout connecté au central du FNAEG, le Fichier national automatisé des empreintes génétiques. Caméon a remporté le marché de l'étude d'ergonomie du machin grâce à ses antécédents, notamment la participation à une société en joint venture en Malaisie, Tricubes*, qui vend déjà ces petites machines flicardes. Des petits boîtiers design qui passent au scanner les photos numérisées et les empreintes des deux mains de dix millions de Malais déjà dotés de carte d'identité électronique. Le matos nanto-malais est aussi en activité sur les aéroports de Paris. Editeur de logiciels intégrant la biométrie dans des applications informatiques, Caméon est né dans le giron de la technopole Atlanpole. La boîte développe aussi un capteur d'empreintes des doigts relié aux ordinateurs pour remplacer les mots de passe d'accès. *«La CNIL interdit la constitution de bases de données d'empreintes digitales. Ça limite le champ d'action de nos activités»*, se lamente le pédégé**. Laurent Michel, qui concède aussi que le prix est un obstacle mais que c'est plus *«le sentiment de flicage»* qui bloque les utilisateurs. C'est vrai que c'est le produit idéal pour la parano de bureau, contre la menace des stagiaires espions chinois ou les agents doubles occidentaux farfouillant dans l'informatique de l'entreprise, voire contre les syndicalistes ou les cadres indélicats qui risquent de se connecter sur des ordinateurs qui ne sont pas les leurs. Le patron de la société plaide que ses systèmes ne *«vont pas envenimer les choses : ça ne va pas aggraver notre taux de surveillance. C'est anecdotique quand on sait déjà tout sur chacun, ses habitudes de consommation, ses goûts, les sites internet consultés. On est déjà largement surveillés, mis en bases de données...»*. Alors un peu plus, un peu moins, après tout... Tant qu'à faire, pourquoi ne pas instaurer tout de suite la prison préventive à la naissance, avec un suivi très strict d'une libération conditionnelle révocable à tout instant ? Le 14 février 2005, le ministère de l'Intérieur explique qu'il travaille avec celui de la Santé sur *«l'urgence et la complémentarité de deux grands projets de modernisation : la carte vitale 2 pour la santé des Français et l'identification nationale électronique sécurisée (INES) pour leur identification»*. La complémentarité doit lutter contre *«la multiplication des fraudes et des usurpations d'identité»*, dont personne n'avait remarqué que c'était un fléau.

Bioman contre-attaque

La PAF, la police de l'air et des frontières ne suffit pas à Dominique de Villepin : *«nous avons besoin d'être extrêmement stricts et fermes»*, dit-il le 12 mai. Il imagine des hordes de clandestins et voit des filières partout. Il lui faut des nouvelles escouades de flics anti-immigrés, comme si l'actuelle police ne suffisait pas. Il préconise de nouveaux fichiers pour lister les attestations d'accueil, chasser les mariages suspects, contrôler les visas. Pour ça, il a une arme technologique : la biométrie qui permet d'identifier par les caractéristiques physiques, empreintes digitales, mais aussi paume de la main ou dessin de l'œil. Le 22 mars 2005, à l'Assemblée nationale, le député Thierry Mariani interpelle (sans le menotter) Villepin sur la fausse-paperasse qu'il appelle *«le véritable fléau de la fraude à l'identité»* favorisant la *«fraude aux prestations sociales»*, *«les criminels en général»* et les *«terroristes en particulier»*. Au secours ! Il ajoute que *«Les Etats-Unis, afin de mieux garantir leur sécurité, ont décidé de supprimer la dispense de visa de court séjour pour tous ceux qui ne seront pas titulaires d'un passeport biométrique»*. Du billard pour le ministre de l'Intérieur qui peut vanter son projet INES doté d'*«identifiants biométriques dans les titres de séjour mais aussi dans les visas»*, enjeu selon lui contre le terrorisme et l'immigration irrégulière. Le ministre de l'Intérieur et des empreintes généralisées annonce un calendrier *«rapide et ambitieux»*, qui doit expédier une loi cadre avant le prochain réveillon, pour délivrer ces titres d'identité de science-fiction avant fin 2006, *«conformément à nos engagements européens dans la concertation avec nos amis américains»*. Comme chacun sait, nous sommes tous américains. C'était à la une du Monde, aux lendemains du 11 septembre. Des lendemains qui durent.

Peter Pétoche

** www.tricubes.com*
*** L'Hebdo, juillet 2005*

Flicage au doigt et à l'œil

La biométrie vous a à l'œil. Mais le bizness, lui, ne travaille pas à l'œil.

Un orage suffit et la sécurité fuit. Présentée comme la sécurité optimale, la biométrie vous claque entre les réseaux au premier grondement de tonnerre venu. Les tuyaux pourtant à haut débit du Cnam à Nantes* ont ainsi pété les plombs lors de la retransmission en visioconférence d'un débat à Paris sur la biométrie. Sous ses couverts de *«science»*, selon le p'tit Robert, ce discret business est promis à un développement durable dans nos sociétés pandorisées. Iris de l'œil, empreintes digitales, morphologie de la main, reconnaissance faciale, authentification de la signature, on n'arrête pas le progrès. Passé à la moulinette de capteurs divers et variés, l'individu se réduit à des nuages de points du plus bel effet impressionniste et de savants calculs algorithmiques. Le citoyen n'a plus que ses yeux pour pleurer. À condition que la biométrie ne lui ait pas piqué son capital lacrymal pour en dresser le morphotype. Et ne dites plus : ce quidam est douteux, mais il est louche, ce morphotype.

Heureusement, le marketing pense à tout. Le profil un brin sécuritaire de la biométrie est gommé du discours publicitaire. Place désormais au con-fort, servi sur l'air : «La biométrie, c'est bon tous les jours, pour tous les gens». Le champ du business s'en voit élargi et Mme Michu rassurée, invitée à soulager sa poche d'un trousseau de clés, sa mémoire de codes multiples, etc... Et puis, il est temps de réagir sous peine d'être les ploucs les plus bêtes du monde, comparés aux Américains, Japonais, Allemands qui ont des bioannées lumière d'avance sur nous. On va pas être la risée de l'Europe. Ah ça non !

Biomatrix Raisonné

**** Jeudi 23 juin***

Le petit marché bio mais trique

Port de l'angoisse

Un colloque sur l'anti terrorisme dans le port déballe tous les gadgets du bizness qui craint.

Tout bonus, ce Ben Laden ! Certains industriels peuvent lui dire merci pour avoir dopé leur chiffre d'affaires après les attentats contre les tours de New-York. Après le 11 septembre, les Etats-Unis ont imposé leurs lois au reste du commerce par mer, en instaurant un code dénommé ISPS*. Les 23 et 24 juin derniers, un colloque, organisé par le Port de Nantes St-Nazaire et l'Ecole de l'Hydro a réuni à la Cité des Congrès une brochette de spécialistes de l'anti-terrorisme et de la sûreté (le nouveau jargon pour la gestion sécuritaire de l'espace). L'optique, c'est d'appliquer aux ports maritimes les mêmes systèmes de vigilance permanents que dans les aéroports. En France, l'Ecole de la marine marchande locale est le seul centre de formation officiel à la nouvelle culture de la peur, pour les officiers de port et les navigants.

Chaque après-midi de conférence était sponsorisée par un pro du secteur sécurité, marchand de vigiles ou d'ordinateurs flicards. Sauf le thème du surcroît de travail refilé à l'équipage par ces consignes de sécurité, dont la table ronde était parrainée par le marchand de vin Friedrich. Barrez bourrés : la navigation titubante sèmera les pirates des mers.

En marge des débats, le petit village de stands déballe sur catalogue un attirail de gadgets qui ont tous besoin que la parano se banalise pour devenir indispensables. Secopex se définit pour lutter contre *«les menaces aux contours mal définis : terrorisme, crise, criminalité, guerre civile»*. Polices et armées n'ont plus qu'à aller se rhabiller.

Panique à bon port

Moins ambitieux, le barbelé tranchant à lames de chez Bolloré, en acier haute résistance, *«sur lequel une multitude de picots coupants comme des rasoirs sont fixés à intervalles rapprochés. La forme des lames assure une fonction de perçage et d'accrochage»*. Rien n'est prévu pour faire payer aux familles des perforés et écorchés vif le nettoyage des barbelés tachés de sang. Le même fabricant vante la clôture Gard'active qui a une *«fonction réactive par génération dans le réseau d'un flux électrique calibré, haute tension, provoquant au toucher un choc rapide, non létal, mais particulièrement répulsif»*. Pff, ça tue même pas ! Minable. Horoquarz a un lecteur biométrique de la main, qui a des références *«dans les prisons françaises, le ministère de la Défense, les clubs de sports, les laboratoires, les centres de télésurveillance»*. Là, c'est le top : vendre du matos sécuritaire pour protéger d'autres appareils sécuritaires ! Passons vite sur les scanners grand format HTDS passant des camions entiers au détecteur, pour repérer *«traces d'explosifs, masses métalliques, armes chimiques, trafic de sources radioactives et dispositifs nucléaires, risques d'attaque bactériologique»* et surtout *«détection de clandestins dans véhicules ou containers»*.

Terroristes, sans-papiers, même combat. La Brinks a des *«aspirateurs de particules paramétrés pour la détection de matières explosives»* dans les voitures. Securitas propose la *«sécurisation des provisions de bouche»*, des fois qu'un méchant virus halal vienne contaminer les marins de l'occident chrétien (de plus en plus rares, les équipages étrangers à pas cher ayant nettement plus la côte). A l'occasion, on apprend qu'il ne faut plus dire *«vidéo surveillance»*, qui fait mauvais genre, mais *«levée de doute supervision vidéo»*. Nuance ! En évoquant un champ d'application illimité, usines, transports sur route, air et rail, petits commerces et grande distrib', banques, administrations et services publics, hôpitaux et cliniques, musées, théâtres et stades, écoles et universités, on se demande ce que Sony a pu oublier pour placer ses *«caméras intelligentes»*, dotées d'un objectif clair : *«garder un œil sur tout»*. Ce qui est la plus large définition du marché qu'on puisse imaginer. Avant qu'imaginer ne soit devenu un délit, et que de nouveaux gadgets technologiques veillent au grain pour traquer les doux rêveurs.

Jean-Clovis Trouille

** International ship and port facility security.*

Low cost

L'express-purée

Mercenaires du jobénévole, les élèves de Sup de Co se font rédacteurs amateurs et démarcheurs gratos. Très tendance.

Hebdo futé, *L'Express* fait faire ses suppléments régionaux par des bénévoles. Le 14 mars, l'édition des Pays de la Loire est dotée d'un encart régional de 16 pages mouliné par des apprentis patrons, pardon par les managers de demain, formés par Sup de Co, alias Audencia. Une belle purée. Les voilà transformés en journalistes d'occasion, en propagandistes temporaires, en commerciaux d'un coup et en crieurs de journaux pour pas un rond. Une sorte de prodige entrepreneurial, confiant la réalisation de A à Z des nouveaux produits de presse aux futurs dirigeants d'entreprise. Des acteurs en harmonie avec le cœur de cible des lecteurs CSP + visés par l'hebdo. Pour un peu, ces étudiants de luxe (pour qui papa et maman déboursent 18 300 euros, rien qu'en frais de scolarité pour leurs cursus de trois ans) pourraient faire passer leur élan bénévole pour un geste humanitaire. Car la presse va mal. L'élite économique en formation donne de sa personne pour aider le secteur en difficulté. Comme ils ont le sens de la blague, ces futurs adhérents du Medef ont appelé leurs travaux pratiques *«entreprise à durée déterminée»*. Sans contrat. Mais c'est beau de s'acclimater à des notions de souplesse, de flexibilité, qu'ils appliqueront bientôt comme rouages actifs du capitalisme post-moderne.

L'esprit win win

L'idée de *L'Express* est géniale. Une compétition met en concurrence une dizaine d'écoles de bizness et d'études politiques. Voilà pour aiguillonner les bénévoles. Et puis c'est la préfiguration du monde de l'économie de marché, où ils joueront bientôt des coudes pour s'affirmer, piquer des parts de marché, écraser la concurrence et leurs rivaux dans l'entreprise. Pendant six mois, une dizaine d'étudiants mène l'enquête, rédige les articles du supplément, et démarche la pub dont toute la recette est rétrocédée à *L'Express*. Le concours fixe 15 000 euros de recettes d'encarts pub. Les Nantais d'Audencia ont rempli l'objectif à 90 %. Cet échange main-d'œuvre et chiffre d'affaire contre expérience de terrain, est qualifié de *«gagnant-gagnant»* par Jean Guillemot, le prof encadrant. L'opération a fait gagner 13 500 euros de pub et dopé les ventes à 5545 exemplaires. D'ordinaire *L'Express* n'en vend que 800 à Nantes. Le magazine s'est offert pour pas un sou une «force de vente» de 150 étudiants. Pendant une semaine, ils ont arpenté le pavé devant les kiosques pour vanter et vendre le magazine. L'équipe des dix de

base a trouvé un sponsor, la banque Tarneaud, obscure filiale du Crédit du Nord, en mal de notoriété auprès de clients au si fort potentiel. La banque a fourni tee-shirts et casquettes pour transformer en hommes sandwiches l'escouade de vendeurs à la criée. Pour motiver un peu plus cette main-d'œuvre gratuite, on les a mis en compétition, comme dans leurs futures entreprises, et les meilleurs ont écopé de cadeaux, gadgets pour bobos, e-pod à musique portative et ordis portables. *L'Express* a réduit ses débours à 1000 euros pour défrayer ses impayables employés, conviés à un jour de formation éclair aux rudiments du journalisme, du démarchage pub et de la promotion des ventes, stage météore effectué au siège du journal à Paris. Mais ça n'a pas suffi ; les étudiants d'Audencia Nantes sont arrivés dans les choux au palmarès. Ils n'ont décroché aucun prix, ni celui de la meilleure enquête, ni de la meilleure une, ni de la coordination. Sans approcher non plus de la performance (*«époustouflante»* selon les dirigeants du magazine, aux anges) de l'IEP Aix-en-Provence qui a explosé le compteur en livrant à la régie de *L'Express* un résultat à 175 % de l'objectif financier fixé*, soit plus de 26 000 euros sans que les commerciaux maison n'aient eu à lever le petit doigt. Un rêve. Les dix membres de l'équipe classée en tête gagnent *«des stages longue durée à l'Express et M6»*. Alléchant ! Tu bosses pour rien et tu gagnes un stage. Quelle belle idée de l'abnégation au travail et de l'engagement.
Veuillez agréer l'express de nos sentiments distingués.

Denis K. Rembar

** L'Express, le 9 mai 2005.*

Secte in the city

Adeptes du traitement Express

***«Nantes, l'incandescente»*, titre le supplément de *L'Express* réalisé par Audencia. Cette incandescence a dû cramer le bulbe des deux étudiantes qui ont traité du bouddhisme local. Selon elles, la Soka Gakkaï n'est pas une secte, non non non, et le rapport parlementaire qui la désigne comme telle est vraiment très injuste. Très injuste, ah ça oui. Peu importe que ces bouddhistes soient suivis de très près par la MILS, la Mission interministérielle de lutte contre les sectes. À croire ces apprenties journalistes, la Soka Gakkaï (qu'elles orthographient Sokaï Gakkaï, pour bien mettre les points sur les i, sans doute) aurait *«15 000 adeptes recensés»* en Loire-Inférieure, alors le mouvement est connu pour en revendiquer deux fois moins, mais pour toute la France.**

Renseignement pris après coup, une des deux rédactrices concède que faute de données officielles, elle a pris tel quel le chiffre clamé par le porte-parole local de la Soka Gakkaï. Faut dire que ça doit tourner la tête de rabâcher *«Nam myo renge kyo»*, ce mantra que les adeptes récitent des centaines de fois par jour, devant un autel portatif, pour réussir un examen d'embauche, trouver une place de parking, dénicher la robe de ses rêves ou se dégotter enfin un jules ou une fiancée à la hauteur. Le mantra ânonné comme une musique répétitive induit une véritable dépendance de l'adepte, obligé d'en réciter le max possible pour réaliser ses désirs, rendu parano à l'idée de tout perdre s'il ralentit la cadence. Et là, horreur, Nantes devient l'incadencente.

La fessée à Lulu

Quai-ce que c'est qu'ça

Président du Port, Michel Quimbert sait bien que l'économie portuaire dépend aux trois quarts du trafic pétrolier. Mais il n'a pas aimé que Lulu compare la dépendance à cet or noir à la crispation des esclavagistes nantais, quand la Révolution française mit en cause ce trafic de Noirs*. D'autant qu'il assure avoir dit qu'on avait *«beaucoup plus de vingt ans»* avant l'épuisement des ressources. Selon lui, la seule gêne serait la hausse possible du prix du pétrole. Promis, juré, dès que le baril flambe, le transport maritime se fera à vélo.
*** Lulu n°48**

Vieille vague

Rien à redircom

Quinze ans dir' com' et conseiller d'image d'Ayrault à Nantes, Guy Lorant aurait pu être un paisible retraité en charentaises. Il doit avoir besoin d'argent. Il a préféré rempiler, rejoignant les effectifs de l'agence de communication Nouvelle Vague* au sein du département collectivités pour *«harmoniser marketing territorial et com citoyenne»*. Lorant connaît le baratin, aussi bien que l'agence qui l'a recruté, lui qui fut justement patron de la com de Nantes, et l'interlocuteur de Nouvelle Vague pendant quasiment toutes les années où il a été en fonction. La Ville ne s'est même pas fendue d'un communiqué. Ça doit être l'effet coterie.
**** CB News n° 839, 13 juin 2005***

Starlette it be

Coup de soleil

C'est un drame et un conte de fée. Marie-Caroline, la nantaise sélectionnée en *«finale de casting»* pour l'émission *«Sous le soleil»* de TF1, a été coiffée sur le fil. Elle ne tournera pas deux épisodes de la série. Montée à Paris avec deux autres rivales de Nantes, pour donner la réplique au beau gosse titulaire de l'émission dont *Presse-Océan* oublie de nous donner les mensurations, elle s'est fait bouler. Une autre a été choisie. Larmes. Mais, retour du conte de fée, elle est dans le trio de tête. Argent, bronze ? Suspense absolu. *«Son nom est sur toutes les lèvres»*, nous dit ce reportage haletant. *«Et si elle n'est finalement pas choisie, le jury décide de la récompenser malgré tout»*. Elle aura le droit d'aller à St-Tropez suivre le tournage. Le rêve total.

Miction impossible

Le petit trône des reines

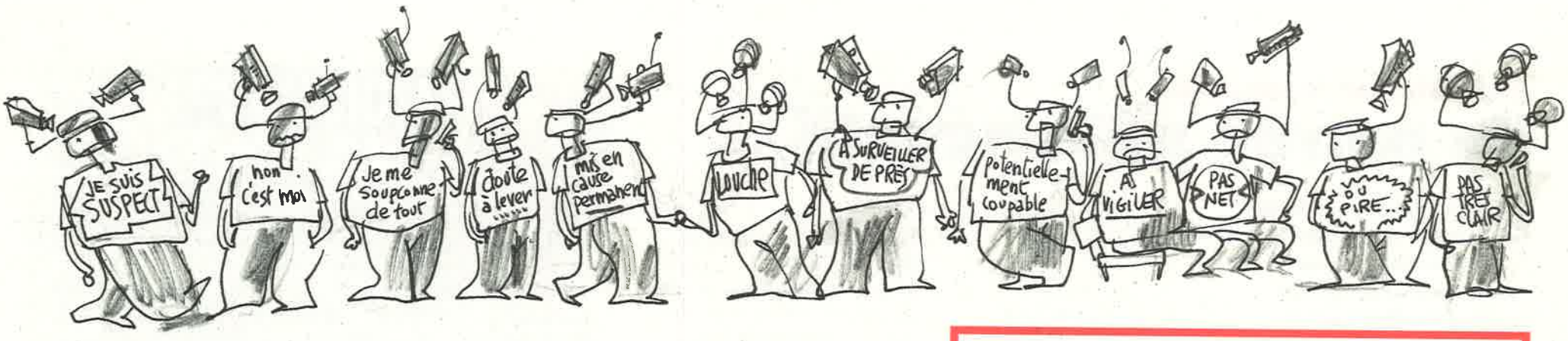
L'année où les Canaris ont failli descendre est aussi celle du 31ème anniversaire de la disparition de Georges Pompidou. Ce genre de malheur n'arrivant jamais seul risque d'occulter injustement un grand progrès de l'innovation à la nantaise : la création de toilettes pour dames cachées à l'intérieur du char des Reines de Nantes pour le cortège du carnaval. À droite sous le balcon, au pied de l'escalier. Du jamais vu. Seul *Presse-Océan*, le 7 avril, l'a vu, saluant à sa juste valeur ce grand progrès dont les vessies royales seront redevables pendant des siècles. À côté de ça, l'éléphant de Royal, c'est du pipi de chat.

Pipiroumologie

Architectes de cabinets

Édiculistes distingués, à vos plans ! La mairie de Châteaubriant vient de lancer un appel public à la concurrence pour que des cabinets d'architectes planchent sur un projet d'urinoirs derrière l'église St-Nicolas*. Mais attention faut être pissotièriste renommé. Et produire une lettre de motivation assortie de *«références de moins de cinq ans en rapport avec l'objet de consultation»*. Sans doute pour éviter une réplique des temps de l'empereur romain Vespasien.
**** La Mée, n° 24, 15 juin 2005***

De notre envoyé spécial partout :



Partoche

Fais pas le pupitre !

L'ONPL a des problèmes de rythme financier. Et de mélodie commerciale.

Un audit réalisé en 2000 sur l'orchestre national et pays-de-loirain *«a révélé que l'ONPL pâtissait d'un déficit de notoriété»*, note la Chambre régionale des comptes scrutant les bilans comptables de l'orchestre, qualifié de *«formation qui n'est pas de tout premier plan (...) La renommée internationale reste modeste. Les citations dans la presse spécialisée internationale sont loin de celles qui concernent d'autres orchestres régionaux»*, ajoutent les magistrats des comptes, pas très portés sur le chauvinisme. Ils remarquent que l'orchestre philharmonique n'a joué que 16 concerts à l'étranger entre 1997 et 2003. Dans la presse française, pas non plus au top. L'orchestre devrait aller jouer directement dans les rédactions.

Pour faire des économies, l'ONPL a truqué deux emplois jeunes, en 1998, deux *«agents d'orientation»* qui étaient en fait, précédemment employés par l'ONPL avant de se voir embrouiller par un contrat emploi jeunes. *«Il est apparu que ces deux agents recrutés travaillaient déjà pour l'ONPL depuis plusieurs années et que leurs deux postes ont disparu concomitamment à la conclusion des contrats d'emplois jeunes pour des fonctions équivalentes mais sous un autre intitulé»*.

«Discographie faible», insiste le rapport. Seul le CD enregistré avec Tri Yann se vend. L'enregistrement de Cavanna, sorti en 2000 *«et pourtant couronné par plusieurs prix, se serait vendu à quelques dizaines d'exemplaires seulement»*. La spécialisation récente vers la musique contemporaine est qualifiée par les magistrats de *«risque inversement proportionnel à l'attraction qu'exerce ce genre musical sur le public»*. Devraient faire un peu de variète, les musiciens ligériens.

Les recettes tirées des ventes des disques sont *«faibles»*, mais c'est beaucoup à côté des ventes *«anecdotiques»* des autres produits dérivés, jeux de société, polos et tee-shirts, foulards, cravates en soie, sacs serviettes, et même du pinard. Autant de babioles pas très musicales dont on a constaté quelques disparitions *«inexpliquées»* dans le stock. Au prochain concert, contrôle d'alcoolémie pour les cordes et fouille à corps de choristes. **Beth E. Messian**

Bas parleurs

Le bus essaie la cahot-phonie

Coupez l'inaudible, on s'entend plus poinçonner son ticson.

Si la Tan se met à la musique molle, c'est grâce à René Martin, notre maestro du concept made in Nantes de La Folle Journée, devenu produit d'import export. Chaque année, la communication de La Folle Journée nous rappelle que les concerts ne sont pas donnés dans des halls de gare ni dans des moulins, et que l'on ne peut apprécier que dans de bonnes conditions favorisant une écoute attentive, portes fermées, avec des tousseurs toussant en sourdine, entre deux mouvements ou au salut de l'orchestre. Pourtant, c'est à l'occasion de ce même événement prônant le respect religieux de la musique qu'on a expérimenté exactement le contraire : le fond sonore diffusé dans les bus et trams comme musique d'ambiance, avec les portables en surimpression, les mômes qui braillent, le bruit de la ville et tous qui toussent. C'est même devenu un modèle. La Tan vante le principe à qui veut l'entendre, et veut l'étendre à tout le réseau tout le temps. 1, 2, 3, nous irons z'haubois. Test grandeur nature de mars à mai dans le bus 32 de la ligne Commerce-Bout des Landes. La bande son est garantie insipide, modérée et sans saveur, ou plus exactement *«instrumentale, consensuelle»*, avec un *«son d'ambiance qui privilégie les musiques douces»**. Le genre démocrate-chrétien préenregistré, ramollo ma non troppo, le tout revu par un gourou new age première année, qui chercherait une dimension spirituelle aux bandes son de supermarché. Le truc a l'air d'avoir un succès fou : des chauffeurs trouvent ça nul et coupent le son pour ne pas énerver leurs clients. Des voyageurs qui s'en rendent d'ailleurs à peine compte, étant entendu que personne n'entend rien, le niveau de ces musiques sans relief, évitant soigneusement *«les styles trop typés»*, étant souvent quasi inaudible. *«Pas de chansons à texte, ni de chansons à parole qu'on soit obligé d'écouter»***, rassure un responsable de la Tan. On n'entend rien, mais c'est pas fait pour écouter : ça serait pas du conceptuel, des fois ?

** Ouest France, le 11 mai 2003*
*** Nantes 7, le 1er mai 2005*

Guyomarc'h forcé

Ben mon silo !

Quartier du Laurier Fleuri à Vertou : le nom est bucolique mais l'environnement, moins. Route de Clisson, la discrète pancarte «Guyomarc'h» cache mal une bruyante et polluante usine agro-alimentaire, aujourd'hui baptisée Ona-Evialis, que la préfecture a bien du mal à mettre au pas. Petit entrepôt à l'après-guerre, l'établissement a progressivement pris ses aises au grand dam de la vingtaine de foyers riverains. De protestations en pétitions, la préfecture s'émeut et demande en juillet dernier à la Drire, responsable des installations classées, de jeter un œil sur cet industriel dissipé. Alertée par les nuisances sonores émises par la société, la Drire épingle finalement les dangers potentiels de l'activité. Voisines des habitations, les installations de l'usine laissent craindre le pire en cas d'incendie ou d'explosion. Les riverains appréhendent aussi l'effet «domino» que provoquerait le premier couac de l'obsolète usine. Proches de la voie ferrée, les 6000 m³ de matières végétales stockées dans les silos de l'usine se trouvent aussi tout près de réserves de produits liquides, inflammables, dangereux pour l'environnement, tel que du formol. Inquiétant encore lorsque la Cellule Opérationnelle de Prévention des Risques constate que des écoulements de mélasse en provenance de l'usine baignent les murs et suintent dans les jardins annexes. Le 7 octobre 2004, dans un énième arrêté, la préfecture priait l'entreprise de mettre en place des sécurités sur les silos. La suite se fait encore attendre. Les arrêtés n'arrêtent pas l'attente.

Dédé Vlopmendurab

A qui ai-je l'honneur

Les anneaux de la mémoire courte

Révélation : la Révolution sert de réhabilitation. La commune de Barbechat fut l'une des premières communes à avoir demandé l'abolition de l'esclavage dans ses cahiers de doléances. Carrément titré *«Barbechat ou l'honneur de la France», l'information remet sur la sellette cette valeureuse bourgade de 1 100 habitants. Mais on est prié d'éteindre en sortant du Siècle des Lumières. Mieux vaut oublier que Barbechat s'est rendue petitement célèbre le 21 avril 2002 pour une singularité aux antipodes de sa générosité révolutionnaire. Dans ce patelin du sud Loire, les votes en faveur de Le Pen arrivent en tête au premier tour. La buraliste y va alors franco : *«Chez Le Pen, il y a du bon et du mauvais. S'il y avait moins d'insécurité et moins d'étrangers, ça marcherait mieux»*, rappelant que *«des parterres de fleurs ont été saccagés. Y'a trois-quatre ans, une maison a été cambriolée sur la commune»***. Sûrement un coup de ces salauds de Negs marrons, évadés des plantations du rond-point...**

** Ouest-France, le 16 juin 2005*
*** Ouest-France, le 29 avril 2002*

Royalties

À vot bon' rigueur, m'sieurs dames !

Clown et conteur, Jean Kergrist balade cet été en péniche, le long du canal de Nantes à Brest, le spectacle «Bagnards en cavale», produit par son Théâtre national portatif. Sollicitée pour accueillir ce spectacle, royalement vendu 700 euros l'escale, Yannick Guin y a opposé *«des raisons de rigueur budgétaire»*, dont on a remarqué la pertinence, avec l'octroi d'une rallonge budgétaire pour l'éléphant de Royal de Luxe, crédité d'un budget de 1,8 millions d'euros, qui s'est trouvé rallongé de 463 000 euros au conseil municipal du 1er juillet. Dans sa lettre à l'artiste, l'adjoint à la culture explique : *«Les institutions ne sauraient être des tiroirs caisses ouvrables à la demande, ni des vaches à lait de complaisance. La grandeur de notre action politique est de faire des choix, avec les moyens que les électeurs nous donnent, au nom de l'intérêt général et des orientations définies, et non d'accéder à tous les intérêts particuliers, venus de partout...»* Seule la ville de Nantes a refusé d'acheter le spectacle, gratuit pour le public. Sur la petite dizaine d'escales prévues, à Nort-sur-Erdre, le 12 août, ou à Sucé, le 16 août, Kergrist recueillera les pièces jaunes qu'il offrira à la ville de Nantes *«pour l'aider à franchir cette mauvaise passe financière»*. Pourvu que ça coince pas le tiroir caisse de monsieur Guin.

Mise en pièce

MCLA : prêt-à-porter à prix Coutant

Un metteur en scène de théâtre rencontre récemment Philippe Coutant, le directeur de la MCLA pour lui proposer un projet de spectacle. Un monsieur important : le rendez-vous a été pris deux mois à l'avance. L'artiste en recherche d'aide et de production avait cru que la MCLA pourrait l'aider dans son projet puisque c'est censé faire partie de ses missions... Philippe Coutant arrive plus d'une heure en retard puis lui fait subir un interrogatoire quasi-policier : *«vous avez fait quoi, avec qui, quand, où ?»* . Mais sans écouter les réponses. Les questions fusent, sur un ton presque agressif. Au bout d'une heure de cet échange bizarre, le metteur en scène se lève un peu médusé pour prendre son blouson posé sur une chaise. Philippe Coutant regarde le blouson, le palpe, s'attarde à la texture, à l'esthétique, au style, à son aspect bien-chaud-en-hiver, etc... L'intérêt est manifestement plus fort que pour le projet de pièce. Il va même jusqu'à demander où il pourrait trouver le même. Avis aux comédiens, venez avec votre doublure. **Damien Boneuf**

L'accordéon est un tigre en papier

Le dépôt légal fait pas un pli

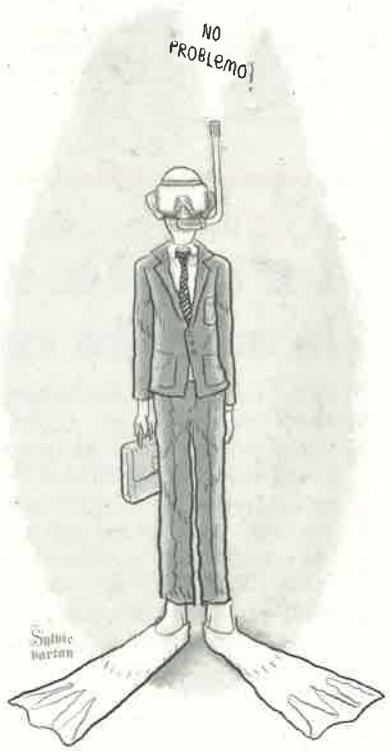
«La Rue Blanche», une petite association nantaise édite de jolis petits livres artisanaux, petits formats, petits tirages, petites mains écrivant, dupliquant et reliant ces textes courts. Selon les règles en vigueur, un dépôt légal a été effectué. L'adjointe du chef de service du dépôt légal, qui dépend de la sous-direction des affaires politiques et de la vie associative, au sein même du secrétariat général de la direction de la modernisation et de l'action territoriale du ministère de l'Intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales (sic et resic), place Beauvau, s'est fendue d'une bafouille pour refuser ces dépôts légaux : *«Ces documents qui se présentent sous forme de dépliants, ne sont pas considérés comme des livres»*. La modernisation, c'est dans quelle direction ?

Une pointure fourmidable

Un patron pôle négatif

Annoncé comme éminent explorateur des pôles, Jean-Yves Delaune est surtout une pointure de la plongée d'entreprise.

Le nouveau ministre de l'économie a failli venir soutenir le pôle de compétitivité EMC2. Cette exploration des pôles est une idée lancée d'en haut de la France par Raffarin. Une centaine de candidats en France. Seront pas tous retenus. *«Comment rattraper les perdants ?»* se demande *Ouest-France*. Tout simple, il suffit d'écouter des gagnants comme Jean-Yves Delaune, *«un consultant nantais spécialisé qui aura initié cinq de ses projets et en aura accompagné cinq autres»**. Un cador, donc. Enfin pour les amnésiques, parce que ce Jean-Yves à la tête de Caminno project, une *«société d'ingénierie de projets innovants»* créée en 1996, n'a pas laissé que de bons souvenirs là où il est passé. Notamment dans l'usine de godasses Gep-La Fourmi, dont l'ancien délégué général de la technopole nantaise Atlanpole, a été le patron. Un épisode soigneusement gommé de son CV



officiel par cet énarque qui se présente comme un *«militant patronal actif»*, dès le feu CNPF. Et qui, accessoirement, possède une conception de la liberté de la presse très restrictive : le scribouillard doit recevoir son sésame pour écrire sur sa personne ou ses entreprises, les informations données fussent-elles exactes.

Son sens de l'innovation, Delaune l'a donc bien caché en arrivant comme PDG de Gep–La Fourmi en 1998. Deux ans plus tard, il quitte le navire en pleine déroute. *«Aux traditionnels problèmes de l'industrie, La Fourmi cumule des erreurs stratégiques, comme des erreurs de management inconcevables. Inacceptables, même, quand on sait que, au bout du compte, 550 salariés en auront fait les frais, en deux ans, au fil d'une série de plans sociaux. Et qu'une entreprise aura été rayée de la carte (…) Quand Jean-Yves Delaune arrive à la tête du groupe Gep-La Fourmi, en 1998, il prend donc les commandes d'un trop lourd paquebot, mal équipé pour faire face à la mondialisation. Là, commencent les erreurs internes qui vont conduire à la mort de La Fourmi. Le nouveau patron commence par nier la réalité. Le groupe va mal. Ce n'est un secret pour personne. Mais Jean-Yves Delaune joue sur les promesses inconsidérées et les déclarations à l'emporte-pièce pour retarder l'inéluctable : le dépôt de bilan»**, écrit le même *Ouest-France*, mais dans l'édition de Cholet.

En août 2001, Jean-Yves Delaune est bombardé à la tête de Tesson informatique (150 salariés) pour remettre l'entreprise sur les rails. En octobre 2002, la société dépose son bilan. Un chemin de croix identique caractérise l'engagement politique du *«développeur-entrepreneur»*. Fidèle parmi les fidèles de Charles Pasqua en Loire-Inférieure et membre du bureau départemental de l'ex-RPF, l'homme rallie Christian Blanc lors de ses velléités politiques en 2003. Un échec au carré. Il faut se méfier des militants patronaux trop actifs.

Jacques-Yves Coutetreau

** Ouest-France, le 30 juin 2005*
*** Ouest-France, le 11 février 2002*

Manière d'ivoire

Mes très enchères amis

La plaquette de promo du commissaire priseur est un peu austère. Pour donner du crédit à son activité, Ouest Enchères publiques, Me Antonietti a exhibé quatre références de clients, dont une qui pose question : Michel Humeau, président du tribunal de commerce de Nantes. Le hic, c'est que la loi a prévu le coup : *«usage irrégulier de qualité»*, puni de six mois d'emprisonnement et de 7500 euros d'amende, pour tout dirigeant d'entreprise faisant figurer dans sa pub *«le nom avec mention de sa fonction d'un magistrat»*. Prévenante, l'Association des victimes du tribunal de commerce a gentiment averti ce président du tribunal du petit commerce illicite qui était fait sur son nom. Il n'a jamais répondu. L'association attend tout autant une réponse de la justice pénale. Faut être patient, quand on est victimes associées.

En avant aaaaarche !

Main-d'œuvre, deux doigts sur la couture !

L'entreprise, c'est bien joli, mais c'est managé par des mous. Faut de la poigne, de la discipline, de la stratégie. Et qui mieux qu'un bidasse offre autant de valeurs réunies ? *«La défense est devenue le premier partenaire des jeunes pour l'emploi»*, claironne le général de corps d'armée Delort, à la tête de la région terre Nord-Ouest. *«Après quelques années, ces mêmes jeunes ressortent avec une personnalité affermie, mieux préparés à affronter le monde du travail»**. Et comme l'entreprise est justement à *«la recherche d'une main-d'œuvre fiabilisée»*, les reconversions vers le civil, c'est pain béni. Soumission à la hiérarchie et à la discipline, qui comme chacun sait, fait la force des armées, respect des ordres, salut au drapeau, bref de quoi faire rêver un DRH. *«Loyauté, sens de la discipline et rigueur sont des atouts pour les entreprises qui recrutent»*, insiste le général Hotier. Pour mieux préciser cette évidente communauté d'*«esprit de corps»* entre armée et entreprise, ainsi que les avantages du recrutement d'anciennes badernes passés au bon moule militaire, trente généraux d'active sont passés à table, avec deux cents convives, conviés par le Medef à casser la graine à l'Abbaye de Villeneuve. Un général par table. Mais pas de ration de survie ni de singe au menu.

** Au pied de la tour, la lettre du Centre de communication de l'Ouest n°127, février 2005*

Voyage bien gardé

Désert d'accueil

Le magazine municipal de Saint-Herblain* évoque des aires d'accueil. Pour qui ? Pour les gens du voyage. L'article est bien coincé, entre le *«Centre superviseur urbain»*, le central de vidéo surveillance local 24 h/24, et un encadré pratique sur la procédure d'expulsion, en cas d'occupation illicite d'un espace public ou privé. En dessous, pour bien caler ces nomades, un mot sur les travaux d'intérêt général accueillis par la Ville, et une statistique sur la délinquance. Le tout illustré par une photo de flic municipal avec fourgon rayé tricolore. Voilà un environnement bien balisé pour les gens du voyage, indésirables dans les zones publiques ou privées, cernés par les caméras, les flics et les huissiers. Comme une définition de l'assignation à résidu.

**** N°52, mai-juin 2005***

LATULULULU?

• Y'A PAS PHOTO *L'Éclair, le 16 avril 2005*

Aux Sorinières, pendant la rénovation de l'église, *«les cérémonies seront assurées en passant par un tunnel aménagé sous l'échafaudage. Concernant les photos de mariage, il faudra choisir un autre site que sous les échafaudages»*. Ces propos relèvent du pur racisme anti-échafaud. Hors d'âge, de fait.

• ROND-POINT C'EST TOUT *Libération, le 16 mai 2003*

Une double page sur l'art des ronds-points présente notre fleuron de La Haye-Fouassière, avec sa soucoupe, son trio de cosmonautes à p'tit Lu, muscadet et fouace, et une immense fierté rejaillit aussitôt sur tous les ressortissants de Loire-Inférieure. L'article nous renseigne sur le nom officiel de cette manie communale : *«l'art rotundo-punctique»* ainsi que son objet : *«convertir les trajectoires sécantes en mouvements tangents»*. C'est pas beau ?

• AYRAULTNINI *BFM, le 6 avril 2005*

Portrait d'Ayrault sur les ondes de la radio économiste : *«On lui colle aujourd'hui des liens serrés avec les socio-démocrates* (allemands). *D'ailleurs, ancien prof d'allemand lui-même, Jean-Marc Ayrault cherche peut-être une nouvelle voie, ni tout à fait à gauche, ni tout à fait à droite»*, dit la journaliste en charge du CV éclair du grand homme. Voilà donc le nouveau profil ayraultique : ni mi, ni lieu, ni cen, ni triste. Juste ailleurs.

• BONNE CHOSE *Ouest-France, le 17 avril 2005*

Sans avoir recours à un vulgaire et dispendieux institut de sondages, internet permet au premier quotidien de Rennes et du Pays gallo d'aborder des questions essentielles. Comme de savoir si c'est *«une bonne chose»* que Laurent Jalabert remplace Bernard Thévenet pour commenter le Tour de France pour la télé de service public. 66,8 % sont pour. Dommage de ne pas avoir plus de précision : avec deux chiffres après la virgule, la démocratie médiatique aurait quand même une autre gueule.

• BAC D'ÉLITE *Ouest-France, vendredi 11 mars 2005*

Une douzaine d'agents de police municipale veille sur La Baule. Leur chef Yannick Roussel est coquet : *«Un décret sur les tenues vestimentaires permet, depuis peu, de nous identifier facilement. À La Baule, nous sommes armés d'une matraque en bakélite et protégés d'un gilet pare balle»*. La matraque pare-balles, ça habille son bonhomme.

• AH QUE SIC *Atlantide news, janvier*

La boîte L'Atlantide se proclame *«centres de loisirs de nuit»*. Faut bien un concept. Parfois, le loisir de nuit se fait de jour. Faut bien de l'anti-concept. Pour quelques chansonnettes de Luis Mariano, le petit journal gratuit *«Atlantide News»* présente un *«déjeuné»* spectacle, thé dansant inclus. Sic. Le bulletin d'inscription ? À remplir *«dès que j'en connaîtrais la date et que si celle-ci me convienne»*. Ah que si.

C'est pas marqué hôtel

La rue est à tout l'monde

Locaux dispo mais en fait non. Invité à la mi juin par les militants des sans-papiers à ouvrir la clinique de l'Espérance, désaffectée mais affectée l'hiver à l'accueil des sans-abri, le Conseil général a répondu niet. Pas question de rouvrir pour héberger déboutés et demandeurs du droit d'asile. Tout en précisant que *«la question n'est pas celle de la disponibilité éventuelle de locaux disponibles»*. C'est tout. Vous pouvez disposer.

La qualité à ville prix

Qui nième me suive

On peut se ratatiner *«en qualité de la ville»* et rater de peu un podium.

Les palmarès des villes se suivent et à chaque fois, la face du monde s'en trouve changée. Véritable recette marketing pour vendre du papier dans toutes les villes de province citées par ces listes, les hit-parades moulinent des critères et des statistiques pour un seul genre de cible : les cadres sup. Le dernier en date, qui sera bientôt l'avant dernier et s'oubliera plus vite qu'il s'est publié, c'est *«les classements vérité du Point»**. Sous-entendu, les autres sont pipeautés. Vous allez être déçu, à la question *«Où vit-on le mieux en France ?»*, Nantes n'est que 4ème, même pas sur le podium du tableau d'honneur général. Mais si on prend critère par critère, c'est beaucoup moins brillant : 17ème en démographie, 9ème en dynamisme économique, 19ème en pourcentage de chomdu, 13ème en richesse et patrimoine des contribuables, 28ème en immobilier, 68ème en prévention de la délinquance, 61ème en sécurité routière, 42ème en qualité de l'éducation, 46ème en dépense pour l'environnement. 5ème en distractions culturelles et loisirs, c'est mieux, mais franchement 53ème en qualité de la vie, y'a pas de quoi pavoiser. Et du coup, on ne comprend plus rien. Les indicateurs choisis pour mesurer *«ma ville est-elle agréable ?»* retiennent d'être à moins de deux heures en bagnole de la mer ou d'une station de ski, ajoutent l'ensoleillement annuel, la température moyenne, le nombre de jours de pluie, le taux d'habitants au kilomètre carré et d'utilisation des transports en commun, le nombre de gens allant au boulot à pied, l'existence d'un plan d'eau pour l'aviron, et le palmarès au dernier concours des villes fleuries. C'était donc ça, le bonheur ! Le nombre de majorettes au mètre carré, ou de chrysanthèmes à la Toussaint, le tarif des bigorneaux à Talensac, tout ça ne compte pas. Les classements vérité, y'a de quoi se bidonner.

** Le Point n°1689, 27 janvier 2005*

Sansmoquette airlines

Avions pensé que...

Le nouvel aéroport est brindezingue, d'après un pro des zingues.

On ne s'attendait pas forcément à trouver chez les pros de l'aviation de tels arguments d'aéro-septicisme au ras des pâquerettes. Le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes n'a finalement pas que des partisans chez les industriels du cru de l'avion. Ainsi, Jean-Paul Dubreuil, le pédégé d'Air Caraïbes après avoir dirigé Régional Air lines, explique l'air de rien que ce projet a été pensé il y a vingt ans, *«uniquement pour les infrastructures et l'environnement»* et qu'on a *«simplement oublié le commercial»**. Et justement, y'aurait comme un problème. Les liaisons courtes ? Pas très encourageant : *«Le TGV rend les vols Nantes-Paris anecdotiques»*. Les perspectives de lignes Nantes-La Baule et Nantes-Redon sans escale n'ayant pas l'air de représenter des niches alternatives, il faut sans doute espérer un marché florissant du côté des liaisons longues, alors ? *«Cet aéroport ne sera jamais un hub* (nœud d'interconnexions de destinations et de transferts entre lignes) *et on n'y verra pas de Nantes-Pékin, parce qu'il n'y aura pas assez de péquins pour remplir un A 380»*. Si on ne se fait pas envahir par les nouveaux maîtres du monde, où va-t-on dénicher des clients, quand tout le reste de la planète sera réduit à des revenus de tiers monde ? Pas très rassurant, le patron d'Air Caraïbes affirme que *«la zone de chalandise* (du nouvel aéroport) *ne sera pas très différente»* de celle de l'aéroport actuel de Château-Bougon. Pour imaginer une croissance maousse de clientèle qui justifierait ce méga équipement tout neuf, il faudrait quoi, alors ? Avis d'expert : Notre-Dame-des-Landes *«peut intéresser les compagnies low cost, s'il ne coûte pas cher. Donc il faut le faire, mais sans marbre ni moquettes»*. Voilà donc la décroissance à l'œuvre : une cabane en planches, un toit en carton bouilli, le sol en terre battue, au bout des pistes en herbe folle, où atterriront des avions en bois, à hélice mue par des gros élastiques en hévéa naturel. Faudra aussi penser à ajouter un centre aéré. Pour les cerfs volants.

Louis Blaireau

* *Ouest France, le 2 mai 2005*

Tourner la plage

Total se paye une boulette à 20 millions

Total dépense une énergie inépuisable à gommer sa mauvaise image. Tourné en Islande, le dernier spot de pub de la société pétrolière se veut blanc comme neige. *«L'approche choisie est sensible, le ton modeste, il y a une recherche d'empathie avec le public»*, affirme le dir com de Total*. Faut dire qu'après l'Erika, AZF et les derniers résultats financiers arrogants, y'a de quoi ramer. *«Total veut tourner la page de l'Erika». Pourtant cette campagne à 20 millions d'euros, déclinée en presse, télé et cinoche ne fait pas vraiment profil bas : *«Pour vous, notre énergie est inépuisable»*, clame le slogan. Ça doit être ça, un enveloppement durable.**

**** Le Monde, le 20 Avril 2005***

Touche pas à mon herbe

Les bêcheurs peuvent aller se faire voir

Au pied des cinq étages des barres de logements des années cinquante du quartier des Hauts Pavés, les services des espaces verts de la Ville de Nantes ont pensé implanter des jardins partagés. D'accord, espaces verts et voirie sont municipaux, entre les 164 logements en copropriété, mais les riverains n'ont pas été consultés. Ils ont donc vécu cette intrusion de carottes et poireaux comme une ingérence dans leur pelouse à faire uriner leur chien-chien. Contre l'assaut des jardino-partageurs, ils ont fondé une association de défense. Il a fallu trouver des arguments démontrant l'horreur de cet avenir tout tracé à la binette sous leurs fenêtres : la pelouse servirait aux pique-nique des riverains, aux beaux jours. Les mômes y jouent au foot. Le projet ne concerne pourtant que 300 m² de terrain meuble adossé aux garages. Il convient donc de brandir une vision de l'Apocalypse : *«Dès que les personnes du premier étage ouvriront leurs fenêtres, ils auront vue sur des grillades, des inconnus qui cultivent, des jardins pas toujours entretenus»*. Faudra qu'ils expliquent comment ces jardiniers qui cultivent leurs lopins seront en même temps responsables de jardins sans entretien… Quant aux futurs inconnus, si leur binette ne revient pas, il suffit de les désinconnaître. Sinon, ça fait des salades jusque dans les étages.

Et toque !

La cage de l'ascenseur

Hôtels et restos se disent tous dotés d'un ascenseur social bien huilé. Sans vinaigrette ?

Et hop, on remet le couvert. Une campagne relance l'idée qu'on manque de bras dans certains métiers comme l'hôtellerie et la restauration, où les offres ne trouvent pas preneurs. Serveurs, femmes de chambre, cuistots… Pourtant, ça a l'air attractif comme turbin, à en croire la présidente du groupement des employeurs du secteur en Loire-Inférieure. *«Nous sommes encore l'un des rares secteurs où l'ascenseur social fonctionne bien»*, dit Claudine Esnault*. Pour lifter l'image de l'ascenseur social, il faudrait un liftier. Marmitons, garçons d'étage, filles de salle, le pays des salaires au lance-pierres, du temps partiel imposé et des horaires à la schlague ne les font pas vraiment rêver. Les PME de l'hôtellerie et la restauration sont abonnées aux journées à quatorze heures payées huit. Le treizième mois, faut même pas y penser. Les salaires sont un poil au-dessus mais souvent en dessous du SMIC. Les patrons s'assoient souvent sur les droits sociaux élémentaires, régulièrement escamotés. Le secteur n'applique pas la directive européenne sur le travail de nuit qui le limite à huit heures. Dans les hôtels de notre belle France, on fait couramment des vacations de 19 h à 8 h le lendemain matin, le tout payé huit heures, et six jours d'affilée. Les conseils des prud'hommes voient passer un paquet de dossiers de contentieux, où s'exprime tout l'autoritarisme des petits patrons de restos et d'hôtel. Dans ces professions, au mieux paternalistes, la répression contre toute activité syndicale est des plus sauvages. La CGT commerce parle d'une branche *«en dehors du droit commun»*. Le taux d'emplois à temps partiel, qui était de 16 % en France en 2002, accusait alors son 42 % bien tassé chez les employés non qualifiés dans l'hôtellerie et la restauration. Un tiers des 800 000 salariés des cafés, hôtels et restos est à temps partiel. Le turnover est ici bien plus important qu'ailleurs. On comprend qu'on ne se bouscule pas aux portillons des hôtels et aux portes battantes des cuisines. Bienvenue dans l'ascenseur social. Euh, c'est pour monter ou pour descendre ?

* *Servir l'entreprise, n° 30, avril 2005, bulletin des CCI de Nantes et St-Nazaire.*

Néologo

De la jargonance

Après *«l'employabilité»*, voici un nouveau concept, *«l'apprenance»*, terme servi par la Région des Pays de la Loire pour des rencontres sur la formation professionnelle en avril. Philippe Carré, un docte prof d'université parisienne y préconise *«la transformation de posture du sujet social apprenant»*, tout en prévenant qu'il pose des questions simples sur *«l'épanouissement de l'apprenance dans une éventuelle société cognitive en gestion»*. Pas de panique : il avoue lui-même la difficulté d'y *«répondre de façon opératoire»*. Annie Thomas, la secrétaire nationale de la CFDT soulève les *«questions d'appétence des formations»*. Il faudra surtout un stage de formation continue aux nuances de l'apprenance à l'appétence aux néologismes des experts.

Peur sur la ville

L'ennemi est partout

Petite journée sécuritairement ordinaire. Une fillette de neuf ans a oublié de composter son billet de bus pour aller à l'école. Contrôle, verbalisation. Pas de PV aux mineurs dit la loi. Qu'à cela ne tienne. Deux agents, *«assermentés»* insiste la Tan, accompagnent la gamine en larmes jusqu'à l'intérieur de l'école pour obtenir l'adresse des parents. La Tan qui affirme faire son boulot *«le plus humainement possible»* comprend que *«cette situation soit traumatisante pour un enfant, mais on ne sait pas faire autrement». Un détail, la fillette est étrangère. Faut bien qu'elle s'habitue.**

**** Ouest-France, le 20 juin 2005***

Banania

Blanche-Neige et les Joyeux

Déléguée départementale de l'asso Raoul Follereau, la très BCBG Isabelle de Cintré est allée douze jours voir des lépreux au Mali, au Burkina et au Niger. La bien pensante nantaise est allée *«se rendre compte, sur place»*. Elle le dit tout net : *«la tâche est immense pour sortir les gens de la misère»**, mais elle *«veut espérer»* : *«ce qui fait chaud au cœur est de constater, malgré leurs difficultés de vie, combien les Africains sont accueillants, chaleureux, étonnamment joyeux»*. Chirac nous a déjà fait le coup de ces Africains *«joyeux par nature»* avec la même clairvoyance coloniale qui sied si bien aux grands de ce monde : *«Ils sont enthousiastes, ils ont le sourire. Ils applaudissent. Ils sont contents. Ils voient qu'il y a un monsieur qui passe, cela leur permet d'être sur le bord de la route. Ils sont contents»***. Quant à la Nantaise Isabelle de Cintré, elle *«a parcouru 2000 km»* : ça en fait de la joie étonnante de bord de route, au mètre linéaire.

* *Ouest-France, le 25 avril 2005*
** *Le Monde, le 15 novembre 2004*

Feu de bleu

Le Polack laisse sa peau sur le paquebot

Pour gagner ici bien mieux que chez lui, le prolo polonais doit fermer les yeux sur la sécurité, la légalité, la paye. Alstom ferme aussi les yeux. C'est pas colin maillard c'est Bolkenstein sous le manteau.

Il est Polonais. Même pas plombier, juste ajusteur. Adam Terepora a travaillé à la construction du Queen Mary. En mai dernier, il revient à Saint-Nazaire pour rempiler sur le Q32, le paquebot MSC Musica. Il n'est là que depuis quinze jours quand survient l'accident. Le 25 mai, à six heures et demie du mat', engoncé dans un compartiment de ferraille de 0,80 m par 1,20 m, il soude le métal. Le tuyau d'alimentation du poste à soudure a été recollé avec un bout d'adhésif. Pas conforme, a dit Adam. Mais si on s'arrêtait à ces bêtes détails de sécurité, on ne verrait pas le bout de tous ces beaux paquebots *«pleins de la fierté des ouvriers»*, comme dit la prose lyrique sur la navale. Subitement, Adam sent le chaud sur son flanc : sa combinaison de travail est en feu. Ses cheveux aussi. Il jette son casque, qui sera bientôt réduit à un résidu de plastique fondu. Son bleu de travail se hérisse de flammèches. Un collègue le tire de son réduit, essaye d'enlever le vêtement mais la peau s'arrache avec. Dans le coma, l'ajusteur est emmené par hélicoptère à Nantes, au service des grands brûlés. Diagnostic : brûlures au 2ème et 3ème degré sur un tiers du corps.

Le contraire du coton

Il hésite, mais porte finalement plainte pour *«mise en danger d'autrui»*. Petit détail : sa combinaison de travail est composée à 60 % de polyester et 40 % de coton. Les normes de sécurité imposent des vêtements 100 % coton, qui lui auraient évité de partir en torche. Quand la police débute l'enquête, l'employeur, la société polonaise Maritime steel services, filiale du groupe allemand Mülhan, fait aussitôt disparaître les bleus de travail non conformes, remplacés par des vêtements agréés.

Parmi la centaine de métallos polonais venus de Szczecin avec cette boîte, certains s'étaient pourtant inquiétés avant l'accident de la composition du tissu, mais le chef avait balayé l'objection, assurant mordicus que ces fringues de boulot avaient tous les certificats d'agréments officiels. *«J'étais content de travailler depuis cinq ans pour cette boîte, où j'ai toujours été payé à la bonne date*, raconte Adam Terepora à l'hôpital. *Ailleurs, on est payé en retard. Après un mois dans une autre entreprise, il n'y avait pas de contrat de travail, et même pas de paye du tout»*. Son contrat de travail à Saint-Nazaire ? Il est truffé de clauses illégales. Sept au moins, a relevé la CGT, qui va se porter partie civile. Déjà, ce contrat a mis en place un rêve de patron. Les heures à demi-tarif pour raisons industrielles, quand les retards d'Alstom ou d'autres sous-traitants obligent les métallos polonais à attendre sans pouvoir intervenir : *«Les périodes de disponibilité de l'employé seront rémunérés au taux horaire de 4,10 euros»*. Mieux, le temps de pause, obligatoire, n'est pas rémunéré. Et le salaire en euros est en fait payé en zlotys *«à la date de rédaction du bulletin de paye»*, histoire de jouer avec le taux de change le plus favorable. Les heures sup pas comptées. Sur les paquebots nazairiens, il travaille entre 48 et 52 heures par semaine. *«En Pologne, je peux gagner 500 euros par mois. Ici, 1200 à 1300 !»* dit Adam. En fait, s'il était vraiment rémunéré au tarif plein de son contrat, il gagnerait près de 300 euros de plus…

Polski perd gagne

À l'hosto, sous morphine, Adam Terepora a la visite de son employeur, venu lui signer un compte rendu de l'accident. Il ne l'a jamais revu. A ce moment-là, la douleur est tellement intense qu'Adam avoue qu'il aurait préféré y rester. Plus d'un mois après, la société n'a pas fait la déclaration de l'accident à la sécurité sociale polonaise et tient soigneusement son épouse Ewa à l'écart, sans la moindre information. En revanche, un baluchon des fringues d'Adam a été rapatrié à Szczecin, sans même lui demander s'il était d'accord. Comme pour solde de tout compte.

Une pension d'accidenté du travail ? *«Je ne sais pas, je n'ai jamais été malade, ni accidenté. Je n'ai jamais appris à me plaindre»*, dit Adam qui regrette juste que *«les Polonais ne connaissent pas leurs droits»*. Mais il sait bien que pour avoir ce job en France, il ne faut pas se montrer pointilleux. Sinon, on est débarqué avec le même discours que partout, servi pour tenir dociles les bataillons de prolos en demande de travail : y'en a cent qui attendent, à la porte ! Comme le boulot est de toute façon mieux payé que chez eux, chacun ferme les yeux sur les quelques entorses aux réglementations en vigueur.
À Szczecin, sa femme reçoit un coup de fil d'un ouvrier qui a déjà travaillé avec le même chef de travaux qu'à Saint-Nazaire : il raconte que lors d'un transfert en bus en Allemagne, un autre ouvrier pris d'une crise d'épilepsie a carrément été largué sur un parking au bord de la route. Comme un vieux baluchon. Ça doit être une habitude de la maison. À moins qu'on ait confondu avec parkingson.

Fernand Peutoulier

La chaire est faible

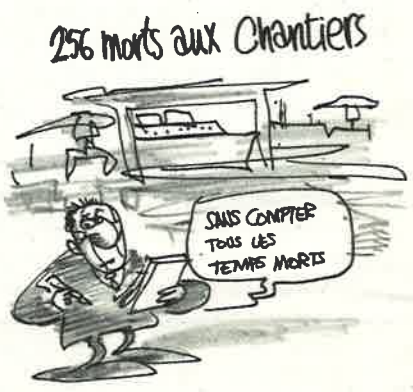
En avant, la marge arrière !

Système U s'achète des grosses têtes de gondole. Le groupe de grande distribution investit à l'école Sup de Co Audencia, en finançant directement une chaire de recherche et d'enseignement en marketing et distribution. Depuis trois ans déjà, un bout de réplique de magasin a été installé dans l'école de commerce, reproduisant grandeur nature quatre rayons de Super U. Ce fac similé, paraît-il unique en France, apprend aux futurs managers comment faire dépenser plus au vulgum pecus. Bien sûr, en finançant cet enseignement d'élite, les patrons de la consommation grandement surfacée attendent un retour sur leur investissement de 45 000 euros par an : la recherche n'a de sens *«que si elle est utile pour l'entreprise»*, autant que pour la pédagogie prônée par l'enseignement du prof financé par Système U. Il faut aussi tenter de séduire les grosses têtes après leur diplôme : *«L'image avait grand besoin d'être valorisée»*, dit le pédégé de Système U Ouest. *Aujourd'hui, le métier est en train d'évoluer. On peut vivre une grande aventure dans ce milieu *»*. Comme d'être traîné devant un tribunal, must de l'aventure des patrons d'aujourd'hui. Le 6 septembre prochain, les dirigeants des centrales d'achat de Système U et de Leclerc de Loire-Inférieure passent en correctionnelle pour des factures copieuses et pas très conformes imposant à leurs fournisseurs de payer pour être mis en vente. Les prestations de promotion de produit, *«participation à la logistique»*, de mise en place en rayon, facturées aux producteurs. En gros, une vaste affaire de *«marge arrière»* remontant à des contrôles effectués il y a quelques années par la direction régionale des fraudes. Il faut du temps pour que ces *«contrats de coopération commerciale»*, comme dit pudiquement l'administration, arrivent à l'audience. Les centrales d'achat viseraient discrètement un nouvel objectif : réussir à financer une cellule de recherche juridique au sein du tribunal. Seul hic, par pure coquetterie, les magistrats tiqueraient à arborer T shirts et casquettes bardés de logos de grande surface.

** Presse-Océan, le 14 juin 2005*

Pas que beau

La croisière s'use



Les paquebots sont fabriqués par des ouvriers fiers de leur travail, artisans des légendes de la croisière, serine à qui mieux mieux la légende des *«bâtisseurs de rêve»*. La réalité est un tantinet moins mythique. Mais bon, le travail c'est la santé, tout le monde sait ça. Alors voilà : de 2001 à 2003, la médecine du travail d'Alstom marine a reconnu 1298 cas de maladies professionnelles liées à l'amiante, 62 cas de surdité reconnus par la Sécu, et 66 cas d'hygroma, la maladie du travail à genoux. Et 884 *«handicapés à la suite d'un arrêt de travail intervenu dans l'établissement»*. Mais aussi 56 décès. Cinquante-six en trois ans. Les chiffres émanent de la direction des Chantiers de l'Atlantique. D'autant plus impressionnant que les Chantiers sélectionnent méticuleusement leur personnel à l'embauche, selon des critères de santé exigeants. Certains ont même dû masquer leurs problèmes d'asthme pour ne pas risquer d'être refusés. Ces prolos en bonne santé sont donc très vite usés au turbin. Les coursives de l'exploit, en somme.

Saoul n'ami

Night clubbers sinistrés

Drame affreux : une boîte de nuit prise en otage par des grévistes. Le night Club L'Atlantide pas très au fait des conflits sociaux avait organisé une soirée de solidarité avec les sinistrés d'Asie, dans un grand élan de générosité de night clubbers, avec des patrons généreux, des DJ généreux, des clients généreux, et des trémousseurs de pistes de danse généreusement bourrés pour la bonne cause et gorgé d'émotion altruiste, comme à leur habitude. Mais patatras ! Les billets de trains des artistes parisiens n'ont pu leur arriver, c'était grève à Chronopost, et les trains étaient en service réduit. Les artistes sont restés chez eux, à Paname. *«Tout est tombé à l'eau au nom de la défense des intérêts des protégés de notre système»*, écrit l'équipe de l'Atlantide dans son petit journal gratuit *«Nantes by night»* de février.

Qui ça ? Ont œuvré à ce numéro : Pich, Frap, Nicolas de La Casinière, Minou Brouet, Jules de chez Smith, Sylvie Vartan, Dan Light, Mohamed Mauresque. Mise en page : Nat'Brod. Directeur de Publication : Nicolas de La Casinière. Producteur : en fuite. N° ISSN : 1270-4911- N° CPPAP : 77122AS. Dépôt légal à parution. Flashage : Western Press Ltd. Éditée à 3500 ex. sur papier recyclé par LNG pour : **La Luttre à Lulu, asso 1901, 11 rue des Olivettes, 44000 Nantes.** E-mail : contact@lalettrealulu.com.
Toutes les archives du journal (sauf le dernier numéro) sur <lalettrealulu.com>. Les textes publiés sont «copyleft». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Abonnement 20 € = 10 numéros

Nom : ..... *Chèque à l'ordre de*
Prénom : ..... ***La Luttre à Leuleu,***
Adresse : ..... *11 rue des Olivettes*
..... *44000 Nantes*